SEA UNSA éducation
Syndicat de l'Enseignement agricole

COMMUNIQUÉ

Parlons QVCT Mme la ministre.

Signataires :

L'intersyndicale, interpelle la ministre sur les jours de carence et la diminution du salaire à 90% en arrêt maladie. Cette mesure irait à rebours d'une politique de santé publique digne de ce nom, contraignant les plus précaires à ne pas se soigner et à ne pas prendre soin d'elles et eux. La santé de toutes et tous est un bien commun qu'il convient de préserver à tout prix.

Le 6 novembre 2024

Madame La Ministre,

Alors que le projet de Loi de Finance de la Sécurité Sociale a débuté, nous avons appris que le gouvernement auquel vous appartenez envisage de s'attaquer aux droits sociaux des fonctionnaires et agent·es publics.
• Après le gel de la valeur du point d'indice qui a fait perdre du pouvoir d'achat et décrocher nos salaires,
• après la suppression de la GIPA,

vous envisagez encore de **dégrader les conditions d'exercice des fonctionnaires et agent·es publics :**
• en passant de 1 à **3** jours de **carence**
• en **diminuant le maintien de salaire à 90% au lieu de 100%**
Nous vous alertons sur le fait que cette mesure irait à rebours d'une politique de santé publique digne de ce nom, contraignant les plus précaires à ne pas se soigner et à ne pas prendre soin d'elles et eux. Une fois encore, les femmes, les seniors et les professions les plus pénibles seront les premières victimes de ce recul social.
Par ailleurs, dans le secteur privé, si les 3 jours de carence s'appliquent bien, les deux tiers des salarié·es bénéficient d'une prise en charge par l'employeur de ces jours, par accords collectifs.

Nous soutenons que l'**Etat employeur se doit d'être exemplaire :**
La santé de toutes et tous est un bien commun qu'il convient de préserver à tout prix.
Nos organisations syndicales s'opposent donc fermement à toutes les mesures qui pourraient réduire les droits sociaux des fonctionnaires et agent·es publics, et plus généralement de tou·tes les salarié·es.
Le service public est une richesse, et non un coût. Les citoyen·nes ont besoin d'un service public fort assuré par des personnels efficaces et soutenu par une politique protectrice humaine.

de l'ensemble des agentes et agents, nous ne participons pas au groupe de travail QVCT qui a lieu ce jour.

Comptant sur votre soutien, dans l'intérêt du service public, nous vous prions d'agréer, Madame La Ministre, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Signataires :